

Conseil Stratégique à l'innovation: qui sont les conseillers ?

L'article publié par le Figaro le 12 mai, présentant les propositions du Conseil Stratégique de l'Innovation (CSI) a, comme le disait l'article, fait l'effet d'une bombe. En proposant la suppression du métier de chercheur, la gestion intégrale de la recherche par des contrats attribués par des Fondations, aux contours et aux missions définis sans la moindre rigueur, en réservant la titularisation à une minorité de mandarins tout-puissants, le CSI remet au goût du jour l'éternelle revendication de caciques qui, sous couvert de modernité, songent avant tout à renforcer leurs privilèges. Le Conseil Stratégique de l'Innovation figure parmi les premières créations du gouvernement Raffarin, puisqu'il a été intronisé dès le 24 juin 2002. Comme son nom et son souhait de pousser à une loi "dès cet automne" l'indiquent, le Conseil a une fonction de "d'élaborateur de politique" en direction du gouvernement.

Comme toujours en pareil cas, il faut s'interroger: Qui sont les conseillers ? Quelle est leur représentativité, quelles sont les compétences par rapport aux questions traitées ? Ce qui suit est une tentative de réponse. C'est sans doute un reflet très incomplet et insuffisant de la réalité, mais il s'appuie sur des données disponibles publiquement.

Le CSI, présidé par M. Philippe Pouletty, comprenait 15 membres à sa création (<http://www.gazettelabo.tm.fr/2002breves/0702/0702csi.htm>), destinés à s'adjoindre environ dix nouveaux membres par la suite, ainsi que des membres associés. Parmi ces quinze membres, on compte deux politiciens (François d'Aubert, Christian Pierret, ancien ministre, avocat), un Professeur de Sciences économiques (Pierre Kopp), une avocate (Françoise Monod), deux banquiers (Francis Mayer, Jean-Bernard Schmidt), trois directeurs d'EPST ou de départements d'EPST (Christian Bréchet, INRA; Marion Guillou, INRA, Bernard Pau, CNRS/SDV) [1]. Auxquels il faut ajouter le DG d'Inserm-Transfert, Lionel Segard.

Il reste quatre personnes, qualifiées d' "entrepreneurs", pour représenter le secteur de l'innovation. Ce sont Cédric BANNEL, PDG de CARADISIAC, Maryvonne HIANCE Vice-présidente d'OBJECTIF 2010, Christian POLICARD, directeur de la valorisation de l'INSTITUT PASTEUR, et Philippe POULETTY, Président de FRANCE BIOTECH et d'OBJECTIF 2010.

M. Cédric Bannel est le PDG d'un serveur Internet spécialisé dans la vente de voitures d'occasions. Certes il fut innovant à un moment donné de commencer à vendre des voitures d'occasion sur la toile, comme de vendre des appareils photos, du linge ou des pizzas. Ceci qualifie-t-il M. Bannel pour "faire la politique" de la recherche de la France ? Ceci demande à être explicité.

Les trois autres entrepreneurs, dont on parlera plus en détail, sont dans le domaine des biotechnologies. Ceci nous amène à faire une remarque: Si on excepte notre sympathique vendeur de voitures d'occasion, dont le domaine scientifique est mal défini, seules les sciences de la vie figurent au menu, *via* les "entrepreneurs" et les "directeurs d'EPST". Il faut certainement en conclure que seul le secteur des sciences de la vie est autorisé par le gouvernement Raffarin à donner son avis en matière d'innovation, de bonne gouvernance de la valorisation et de statut des organismes de recherche. A ce stade de notre réflexion, on peut seulement faire remarquer que le secteur français des biotechnologies ne semble pas des plus qualifiés pour servir de donneur de leçons. Mais poursuivons.

Laissons un moment de côté M. Policard pour nous intéresser à M. Pouletty, Président, porte-parole du SCI et à Mme Maryvonne Hiance. Ils sont tous deux "entrepreneurs", respectivement "Président de France Biotech et Président d'Objectif 2010" et "Vice Présidente d'Objectif 2010". Qu'est-ce que "France Biotech" et "Objectif 2010" ?

France Biotech n'est pas une entreprise. Il s'agit d'un lobby spécialisé dans la recherche d'un soutien public maximum pour les entreprises de biotechnologie (<http://www.france-biotech.org>). Ce lobby est domicilié à l'Institut Pasteur, Bâtiment Pasteur BioTop - 28, rue du Docteur Roux - 75724 PARIS et son CA a pour membres: Alain GUEDON (ABTECH), Philippe POULETTY (DRUGABUSE SCIENCES), Jean-François MOUNEY (GENFIT), Jean-Louis ESCARY (GENODYSSÉE), Jean-Loup SALZMANN (GENOPOÏ ETIC), A. Donny STROSBERG (HYBRIGENICS), Jean-Loup ROMET-LEMONNE (IDM), Claude HENNION (MOLECULAR ENGINES LABORATORIES), P. Henri SCHMELCK (PRIME BIOTECH), Michel KACZOREK (SYNTEM), Antoine BERET (TROPHOS), Henri BISCARRAT (ARTHUR ANDERSEN), François DENEUX (ARTHUR D. LITTLE), Philippe CRAMER (COMPAGNIE FINANCIERE E. DE ROTSCCHILD), Denis LUCQUIN (SOFINNOVA PARTNERS), Florence LAZARD (ERNEST GUTMANN), YVES PLASSEREAUD et Pascal BRANDYS, Président d'Honneur et administrateur de GENSET.

Objectif 2010, autre lobby créé en 1998, a poussé à l'adoption du statut de Société par Actions Simplifiée dans le cadre de la loi sur l'innovation de 1999.

Nous savons enfin que M. Pouletty, qui tient dans ses mains l'avenir de la science et de ses personnels en France, fait partie d'une boîte de biotech intitulée "Drugabuse Sciences". Mais qu'est-ce que "Drugabuse Sciences" ?

Boîte américaine basée en Californie, elle est spécialisée vers le développement de "produits et de services" en vue du combat contre l'addiction aux drogues, alcool et amphétamines (<http://www.drugabusesciences.com/>). En 1995, la FDA autorise la spécification d'un médicament ancien, la Naltrexone, pour un usage anti-addictif contre l'alcoolisme. La même année, Drugabuse Sciences est créé, et se voit attribuer par Eon Laboratories de droit de commercialiser ce produit... qui existe en générique, pour ce nouvel usage. Les effets de la Naltrexone sont contestés [2] mais en tout cas, fort de cette rente, Drugabuse Sciences poursuit le développement de nouveaux médicaments.

M. Pouletty est le Directeur de la filiale française de Drugabuse, créée en 1998 (DAS: 48-50 rue Boissonnade, 74014 Paris), orientée vers le développement d'anticorps monoclonaux réagissant à la cocaïne et à la méthamphétamine pour le traitement de la toxicomanie.

Une page très officielle <http://www.ile-de-france.drivre.gouv.fr/di/biotech75.doc> nous apprend que, sauf faute de frappe ou de mise à jour, Drugabuse Sciences France avait un effectif de 4 (quatre) personnes en 2001. Un Directeur, un Président Directeur Général, un Directeur Général adjoint (http://biotech.education.fr/biotechnologies/asp/Fiche_Entre.asp?Idx=1855). La fonction de la quatrième personne n'est pas spécifiée mais Drugabuse Sciences dispose d'un labo à la Faculté de Pharmacie de Paris V donc tout espoir n'est pas perdu.

Une surprise nous attend en regardant le nom du "Président Directeur Général". Il s'agit de... Mme Maryvonne Hiance elle-même. Ainsi M. Pouletty et Mme Hiance, soit 50% des effectifs français de "Drugabuse Sciences", sont respectivement Président et Vice-Présidente d'"Objectif 2010", Président et membre "entrepreneur" du CSI ! Les œuvres vives du "Conseil Stratégique à l'Innovation" du gouvernement Raffarin, (une Raffarinade de plus ?) nous font furieusement penser à cette publicité pour les Cabinets d'expertise financière, montrant de face un imposant PDG avec attaché-case, et de dos un panneau en contre-plaqué et un étai de travers.

Il n'est pas inutile à ce stade de réintroduire M. Christian Policard, Directeur de la Valorisation à l'Institut Pasteur et dernier de la bande des quatre, et, notons-le au passage, membre du Board of Directors de Drugabuse Sciences USA. M. Pouletty vient de l'Institut Pasteur, et le lobby "France Biotech" y est établi. On ne peut s'empêcher de penser que l'Institut Pasteur, qui bénéficie depuis longtemps des organismes de recherche publique tout en s'en démarquant au nom d'une vision élitiste, pilote, au moins indirectement, l'ensemble du processus de lobbying.